



Donner

aux jeunes Africains
les moyens de prendre
leur destin en main

Rapport de la cinquième Conférence
internationale de Tokyo sur le
développement de l'Afrique (TICAD V)



Donner aux jeunes Africains les moyens de prendre leur destin en main

La jeunesse est un atout pour l'Afrique. Les jeunes Africains sont dynamiques, énergiques, courageux, entreprenants. Selon les projections, la population jeune d'Afrique va, au cours des prochaines décennies, connaître une croissance rapide et dépasser celle de tous les autres continents du monde. Lorsqu'elle disposera des moyens de prendre son destin en main, cette population jeune en pleine croissance sera la force de l'Afrique au sein de l'économie mondiale, dans un contexte de vieillissement des populations dans le reste du monde.

Les gouvernements africains et la communauté internationale doivent investir dans le renforcement du capital humain de la jeunesse africaine (nutrition, santé, enseignement et autonomie fonctionnelle), cela dès la conception et jusqu'à l'entrée dans la vie adulte. La nutrition et la stimulation cognitive au sein d'un foyer aimant durant les 1000 premiers jours de la vie sont cruciales. Quant à l'enseignement, il est au moins autant affaire de qualité et de pertinence que de quantité.

La croissance et la transformation des économies doivent être renforcées. Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité seront créés en améliorant la productivité, en inversant le déclin du secteur manufacturier, et en exploitant de manière plus judicieuse les ressources naturelles. La transformation économique doit par ailleurs mieux prendre en compte les populations défavorisées, notamment les éleveurs et les femmes.

Il faut alléger le fardeau qui pèse sur les générations jeunes présentes et à venir, qui vivent dans la précarité faute d'un travail décent, car le renforcement du capital humain et la transformation de l'économie prendront du temps. Des interventions plus audacieuses visant à accroître la productivité et la qualité de l'emploi dans les secteurs informels et la petite agriculture sont requises. Des interventions conçues sur la base d'éléments probants et assorties de délais de mise en œuvre clairs seront importantes pour aider les jeunes à trouver un travail, à contrer les imperfections du marché, et à surmonter les obstacles à la recherche d'emploi.

Pour que l'Afrique réalise son potentiel, il est indispensable de donner aux jeunes d'Afrique les moyens de concrétiser leurs rêves. Le dynamisme des jeunes Africains stimulera la transformation économique et sociale qui est attendue dans toute l'Afrique.

Note d'orientation

Donner aux jeunes Africains les moyens de prendre leur destin en main

Rapport de la cinquième Conférence internationale de
Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V)

Juin 2013

Rédacteurs :

Nobuaki Hamaguchi

Mark Henstridge

Hiroyuki Hino

Germano Mwabu

Une publication de
l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

© Agence Japonaise de Coopération Internationale
(JICA)

Agence Japonaise de Coopération Internationale
Nibancho Center Building, 5-25,
Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012
Tél. : +81-3-5226-6660/6661/6662/6663
<http://www.jica.go.jp/>
<http://www.jica.go.jp/english/index.html>

Cette publication est soumise au copyright. Sous réserve des exceptions légales et des dispositions relatives aux accords de licence collective applicables, aucune reproduction de tout ou partie du présent document ne peut être faite sans l'autorisation écrite de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale.

Les opinions et arguments exprimés dans la présente publication relèvent de la seule responsabilité de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement ceux de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) ou de l'Université de Kobe.

Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale ni par l'Université de Kobe et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de ces dernières. La JICA ou l'Université de Kobe ne sauraient être tenues responsables du contenu de la traduction ni des erreurs qui peuvent y figurer.

Première publication : juin 2013.

Imprimé au Japon par Maeda Printing Co.

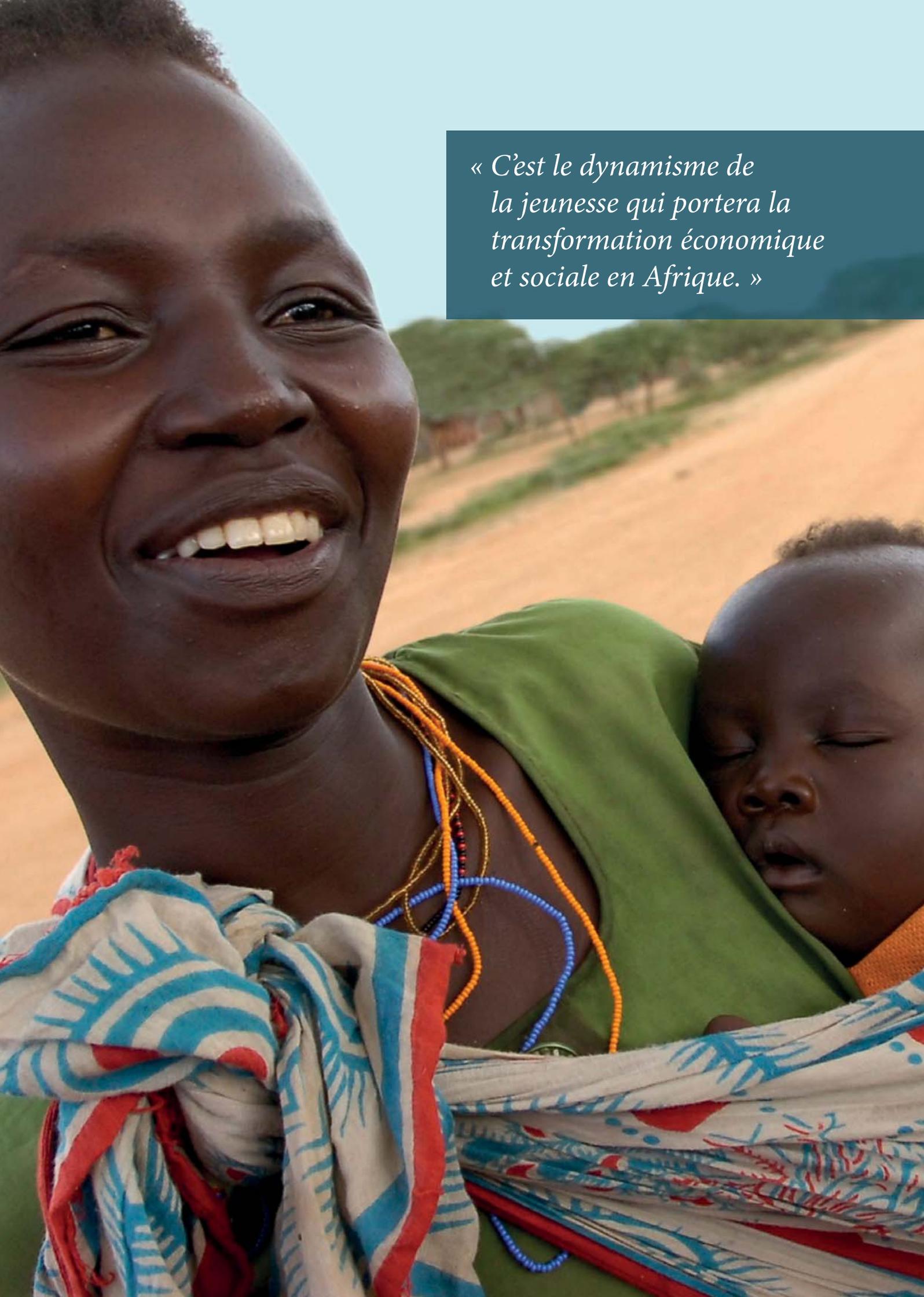
ISBN 978-4-86357-050-4

Crédit photo :

Page de couverture : Ken Banks, kiwanja.net

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	5
<i>Remerciements</i>	6
Introduction	7
Étendue et nature du défi de l'emploi des jeunes en Afrique	9
Causes du problème de l'emploi	11
Programme d'action	17
Le capital humain	17
La transformation économique	20
Marché du travail et création d'emplois	22
Inégalité entre les sexes	23
Évaluation et coordination	23
Conclusion	25
<i>Contributions</i>	26
<i>Notes et sources</i>	

A close-up photograph of a young African woman with a joyful expression, smiling broadly. She is carrying a sleeping child on her back, secured with a patterned cloth. The woman is wearing a green top and several colorful beaded necklaces. The background shows a sandy, hilly landscape under a clear sky.

« C'est le dynamisme de la jeunesse qui portera la transformation économique et sociale en Afrique. »

Avant-propos

Le chômage des jeunes est sans conteste l'un des défis sociaux, économiques et politiques les plus pressants que doivent relever les décideurs politiques partout dans le monde. Cette situation est particulièrement sérieuse en Afrique, dans la mesure où la question du chômage, ou plus précisément du sous-emploi, est intimement liée aux problèmes de productivité déficiente et de pauvreté endémique.

Les gouvernements africains et leurs partenaires de développement consacrent d'énormes ressources humaines et financières à ce problème. Malgré cela, celui-ci continue de s'amplifier et de se complexifier.

Souhaitant apporter sa contribution à la recherche d'une solution à ce défi, la JICA a réuni une équipe d'universitaires de tout premier plan, originaires d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie, pour préparer un rapport approfondi sur cette question, qui sera présenté à l'occasion de la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique.

L'étude a pour objectif d'élaborer des politiques, programmes et projets qui permettront d'éliminer le chômage et le sous-emploi endémiques qui sévissent sur le continent, sur la base d'un bilan approfondi des recherches récentes et en cours, ainsi que des meilleures pratiques recensées à l'échelle mondiale.

Ce rapport présente les recommandations de notre équipe de chercheurs internationaux. Il suggère que la solution réside dans l'autonomisation des générations actuelles et futures de jeunes Africains.

Nous devons nous assurer que tous les jeunes Africains puissent développer un capital humain fort, grâce à un environnement positif et aimant à la maison et à un enseignement de qualité à l'école. Nous devons faire en sorte que les économies africaines se transforment en pays industrialisés, riches en opportunités d'emplois décents.

Nous sommes reconnaissants envers le Professeur Hiroyuki Hino, conseiller économique auprès de la Présidence de la République du Kenya (expert JICA), pour avoir dirigé ces travaux. Nous tenons également à exprimer notre gratitude envers l'ensemble des membres de l'équipe, qui ont tous immensément contribué à enrichir notre rapport.

Ce serait pour nous une source de bonheur et de grande fierté que de constater que les responsables politiques africains, leurs partenaires de développement, la société civile et l'ensemble des autres parties prenantes trouvent ce rapport fécond et l'utilisent pour concevoir ou orienter leurs propres efforts visant à donner à tous les jeunes Africains les moyens de prendre leur destin en main.



Akihiko Tanaka

Président

Agence Japonaise de Coopération Internationale

Remerciements

Ce rapport trouve son origine dans un projet de Recherche intitulé « *Youth Employment in Africa: Challenges and the Way Forward* » (« L'emploi des jeunes en Afrique : défis et perspectives d'avenir »), conduit par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), et commandé par le Research Institute for Economics and Business Administration (RIEB) de l'Université de Kobe et Oxford Policy Management (OPML). Ces recherches ont été menées par une équipe d'éminents chercheurs.

Ce rapport résume les principales conclusions des travaux de recherche, concernant en particulier les voies à poursuivre pour relever le défi du chômage et du sous-emploi des jeunes en Afrique. Les travaux de recherche sur lesquels sont basées ces conclusions sont présentés dans *Jeunesse et emploi en Afrique subsaharienne, des travailleurs pauvres*,¹ un ouvrage édité par Hiroyuki Hino et Gustav Ranis (éditions Routledge, à paraître), et *L'emploi des jeunes en Afrique, défis et voies à suivre*,² édité par Hiroyuki Hino, Mark Henstridge, Germano Mwabu et Nobuaki Hamaguchi (à paraître).

Ce projet est le fruit d'une collaboration entre la JICA, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, qui présenteront conjointement, dans un esprit de partenariat, leurs recommandations lors de la TICAD V. Nous sommes très reconnaissants envers le personnel de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, qui ont

généreusement apporté leur expertise et leur soutien, notamment envers Shanta Devarajan, Ritva Reinikka et Deon Filmer de la Banque mondiale, et envers Mthuli Ncube et Zuzana Brixiova de la Banque africaine de développement.

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude envers le Dr Tanaka et ses principaux collaborateurs pour leur soutien et leurs encouragements, le Dr Rachel Glennerster du MIT et le professeur Michael Kremer de l'Université de Harvard pour leurs suggestions fort utiles lors la conception initiale du projet de recherche, ainsi que le professeur Gustav Ranis de l'Université de Yale pour ses conseils et ses précieuses contributions.

Nous sommes également reconnaissants envers M. Lee Crawford de l'OPML pour son aide particulièrement efficace lors des recherches. Nous tenons enfin à remercier Mme Takako Kitano et Mme Asaka Miyamoto du RIEB pour leur assistance dans la gestion globale de ce projet de recherche, ainsi que Mme Annie Ward de l'OPML et Mme Eva Gladwell Mithambo de l'ancien bureau du Conseiller économique du Premier ministre de la République du Kenya pour leur aide sur les questions administratives.

Nobuaki Hamaguchi, Mark Henstridge, Hiroyuki Hino et Germano Mwabu

¹Youth and Employment in Sub-Saharan Africa – Working but Poor.

²Youth Employment in Africa; Challenges and the Way Forward.

Introduction

Ce rapport présente un diagnostic du problème de l'emploi des jeunes en Afrique, et propose un programme d'action pour le résoudre. Ce rapport a été préparé à l'intention des décideurs politiques de haut niveau. Pour cette raison, la clarté et la concision ont été privilégiées dans sa conception. On pourra se reporter aux deux volumes compilés en préparation de ce rapport pour des discussions approfondies et les données factuelles détaillées. Une bibliographie complète s'y trouve également.

Ce rapport constitue une avancée par rapport aux éditions précédentes consacrées à ce thème, cela sur deux points importants.

D'une part, il envisage la question de l'emploi des jeunes non pas comme un phénomène relevant strictement de l'économie du travail, mais comme le résultat d'un spectre de facteurs bien plus large. Nous faisons, par exemple, intervenir la question du sous-développement des aptitudes cognitives au cours de la petite enfance, l'histoire et la tradition des régimes de propriété foncière, les fondamentaux macroéconomiques, et la tendance générale des pouvoirs politiques à favoriser les résultats à court terme, tous ces thèmes étant envisagés comme des causes importantes du chômage et de la faible productivité qui accablent de nombreux pays africains.

D'autre part, ce rapport s'appuie sur les travaux de recherche les plus récents, notamment sur une évaluation rigoureuse des programmes existants et des innovations proposées en matière d'intervention. Nous accordons une grande importance au caractère objectif et vérifiable des éléments qui démontrent l'efficacité des interventions et justifient leur sélection et leur mise en œuvre. Les constatations et conclusions tirées d'évaluations rigoureuses et d'autres recherches sous-tendent toutes nos discussions.

Deux mises en garde s'imposent toutefois à ce stade. D'une part, il faut reconnaître que chaque pays africain est unique dans les défis qu'il lui faut relever en matière de jeunesse et d'emploi. Nous n'avons pas nécessairement tenu compte de toutes les caractéristiques uniques de tel ou tel autre pays, dans la mesure où nous nous efforçons de tirer des leçons communes pouvant s'appliquer à tous les pays africains. D'autre part, ce rapport est le fruit de contributions issues d'un grand nombre de chercheurs. Une certaine divergence des points de vue était par conséquent inévitable dans certains domaines. Lorsque c'est le cas, les discussions ci-dessous présentent l'opinion majoritaire tout en reflétant, dans la mesure du possible, les points de vue minoritaires.



« La formalisation des entreprises informelles stimulera la transformation structurelle des économies africaines et accélérera la création d'emplois. »

Étendue et nature du défi de l'emploi des jeunes en Afrique

Le chômage des jeunes Africains est beaucoup plus répandu et complexe que cela n'est communément admis. La présentation du chômage des jeunes sur la base des définitions standard de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sous-estime fondamentalement l'ampleur du problème. L'OIT définit en effet une personne comme étant au chômage si celle-ci a atteint l'âge minimum pour travailler, recherche activement un emploi, est disponible et n'a pas travaillé récemment plus d'une heure. Selon cette définition, le chômage des jeunes est estimé à 12,8 % en Afrique subsaharienne et à 27,1 % en Afrique du Nord.

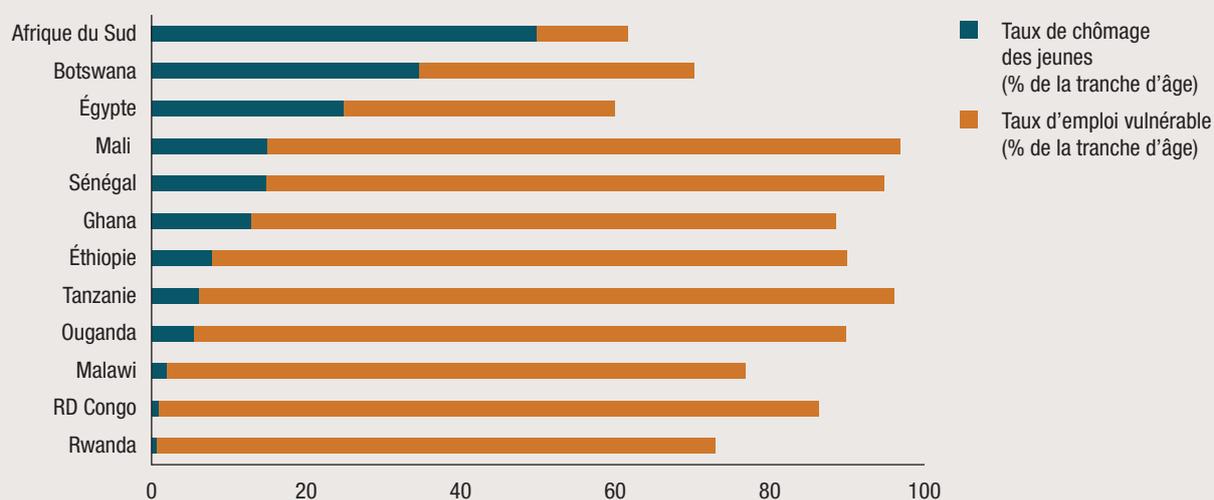
Or les deux tiers des jeunes n'ont pas d'emploi rémunéré dans la plupart des pays africains.

En plus de ceux recensés comme « chômeurs », on compte un nombre encore plus important de jeunes Africains qui ne sont que partiellement salariés ou qui sont tout simplement découragés de chercher un emploi. La majorité d'entre eux cependant travaille durant de longues heures, dans des conditions précaires et pour une rémunération très faible ; ce sont des travailleurs pauvres.

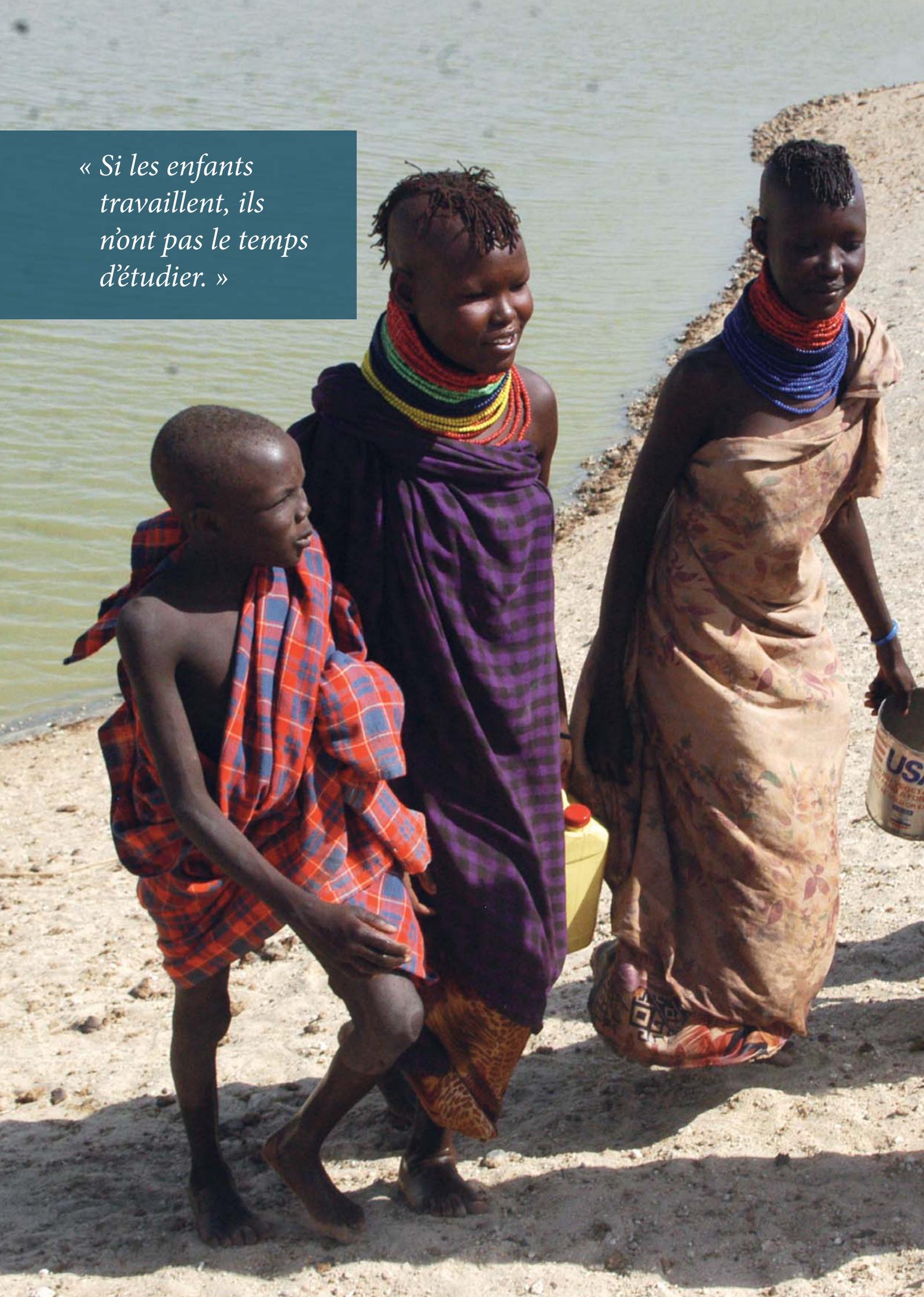
La nature du problème de l'emploi des jeunes n'est pas uniforme entre les pays africains. Les taux officiels de chômage élevés dans le sud et le nord de l'Afrique, où le marché du travail est bien structuré et le secteur formel, développé. Les emplois précaires et mal rémunérés dans le secteur informel et dans la petite agriculture prédominent dans la plupart des pays africains à faible revenu. Plusieurs pays se trouvent dans une situation médiane, avec un chômage élevé et une large population en situation d'emploi précaire (Kenya, Zambie et Zimbabwe, par exemple).

Dans la plupart des pays africains, 60-90 % des jeunes n'ont pas d'emploi décent.

Figure 1 : Chômage et emploi précaire des jeunes (exemples de pays africains, 2004-2011)



« Si les enfants travaillent, ils n'ont pas le temps d'étudier. »



Causes du problème de l'emploi

Le capital humain de la plupart des jeunes Africains n'est pas utilisé à son plein potentiel et a une productivité trop faible pour leur permettre de gagner un salaire décent. En Afrique subsaharienne, plus de 60 pour cent des enfants de moins de 5 ans sont défavorisés parce qu'ils souffrent d'un retard de croissance, parce qu'ils vivent dans la pauvreté ou pour ces deux raisons à la fois. La majorité de ces enfants défavorisés atteint l'âge adulte avec un développement cognitif réduit par la malnutrition, les maladies et le manque d'accès aux soins, et par l'insuffisance de stimulation cognitive au sein du foyer familial durant la petite enfance.

Bien que d'importants progrès aient été accomplis pour améliorer l'accès à l'instruction, la plupart des enfants reçoivent un enseignement de médiocre qualité. La scolarisation primaire universelle a permis d'augmenter les taux de scolarisation, mais elle a également réduit la progression vers des niveaux supérieurs d'enseignement. Si 50-80 % des enfants parvenus en sixième année du cycle primaire ont acquis des compétences élémentaires d'alphabétisation, seule une petite proportion atteint le niveau effectivement attendu à ce stade.

Si la plupart des pays africains ont atteint des taux de scolarisation élevés dans le primaire, beaucoup de ces enfants ne progressent pas sur le plan scolaire : environ un sur cinq n'atteint même pas les niveaux d'alphabétisation les plus élémentaires à la fin de la sixième année du cycle primaire.

Figure 2 : Part de la population par niveau d'éducation atteint (15-64 ans)

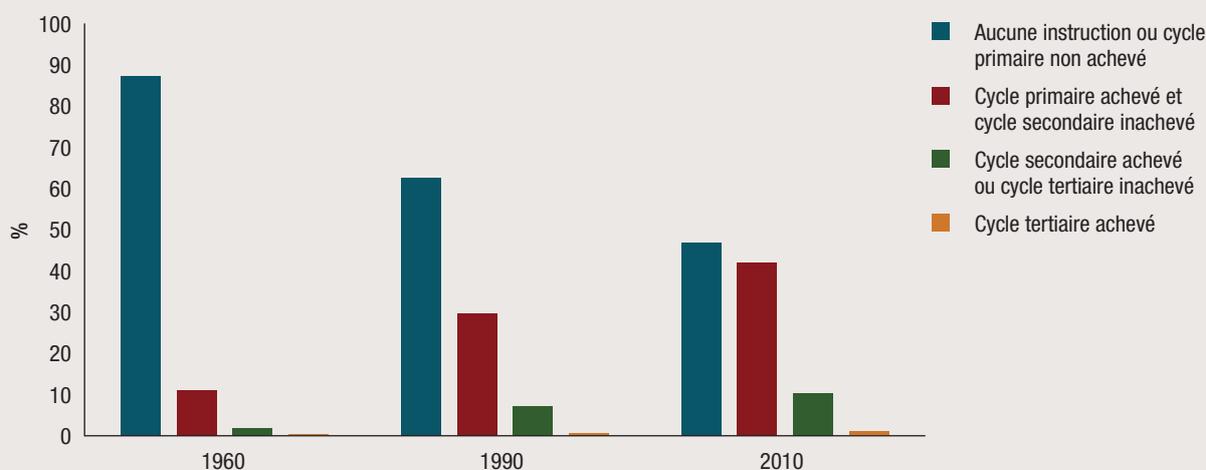
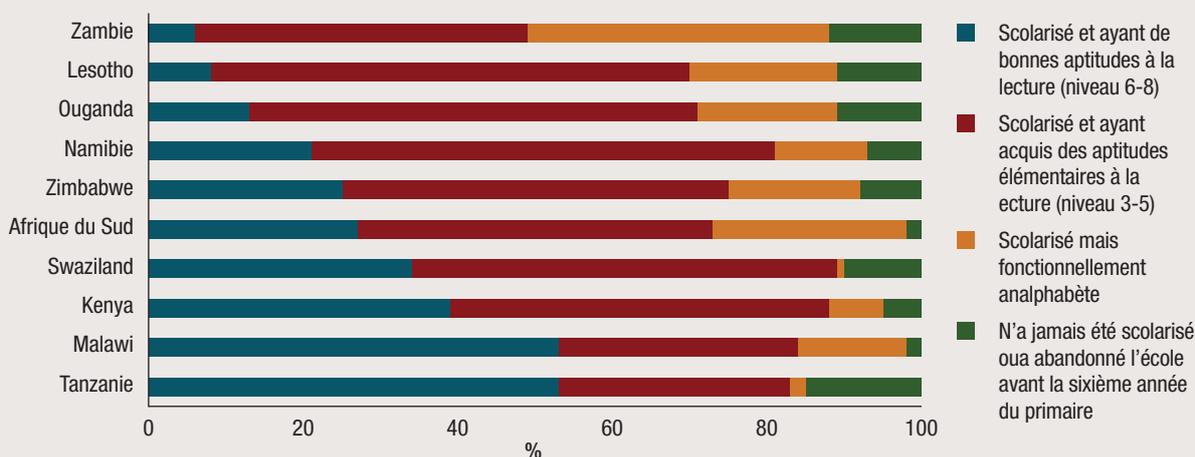


Figure 3 : Alphabétisation des élèves en sixième année du primaire



Causes du problème de l'emploi

L'enseignement est rendu plus difficile encore par le fait que beaucoup trop d'enfants travaillent.

Un enfant sur cinq travaille régulièrement pendant de longues heures. La pauvreté à la maison et la disponibilité limitée des programmes de sécurité sociale poussent les enfants à travailler.

Les jeunes ne se voient proposer, pour l'essentiel, que des emplois à faible productivité. À l'exception de quelques pays du nord et du sud de l'Afrique, les emplois disponibles se trouvent principalement dans les secteurs informels non agricoles en milieu urbain ou rural, et dans la petite agriculture. Environ la moitié de l'emploi en milieu rural est liée aux secteurs informels non agricoles.

Les secteurs informels africains sont dynamiques, mais leur productivité n'a pas augmenté. Cette faible productivité est en partie due à des politiques publiques et d'investissement inadéquates, notamment dans les domaines des infrastructures, de la protection juridique et du financement. Du fait de ces obstacles et de capacités organisationnelles insuffisantes, les entreprises informelles se développent rarement au-delà du stade de la petite

structure et restent improductives, n'employant qu'une ou deux personnes, essentiellement sur la base de la parenté, et restant circonscrites à des activités étroitement définies.

La révolution verte n'a toujours pas eu lieu en Afrique subsaharienne. La productivité agricole reste faible dans la plupart des pays. L'épuisement des terres fertiles, l'insuffisance des capitaux, l'utilisation inadéquate des intrants agricoles, la déficience des infrastructures rurales et le recours limité aux apports de la science pour améliorer les rendements et contrôler les mauvaises herbes ont contribué à cette situation.

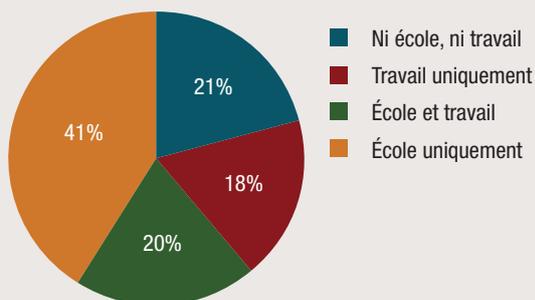
Le pastoralisme a été marginalisé. On compte 50 millions de bergers en Afrique subsaharienne, soit 8 % de la population totale. Le pastoralisme représente entre 10 et 40 % du PIB dans plusieurs pays africains. Les revenus de subsistance restent faibles en Afrique, compte tenu de la productivité agricole. Les zones pastorales souffrent du changement climatique et de la désertification.

Lorsque les enfants travaillent pendant de longues heures, ils n'ont pas le temps d'étudier.

Figure 4 : Temps passé par les enfants à l'école et au travail

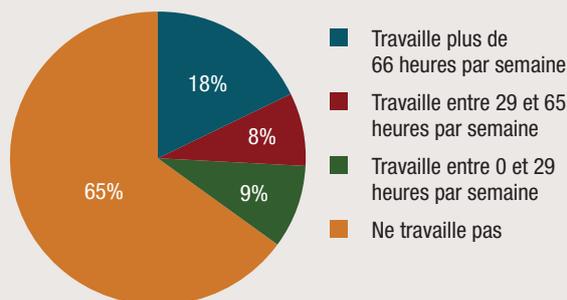
Afrique subsaharienne

Temps passé par les enfants à l'école et au travail (7-14 ans)



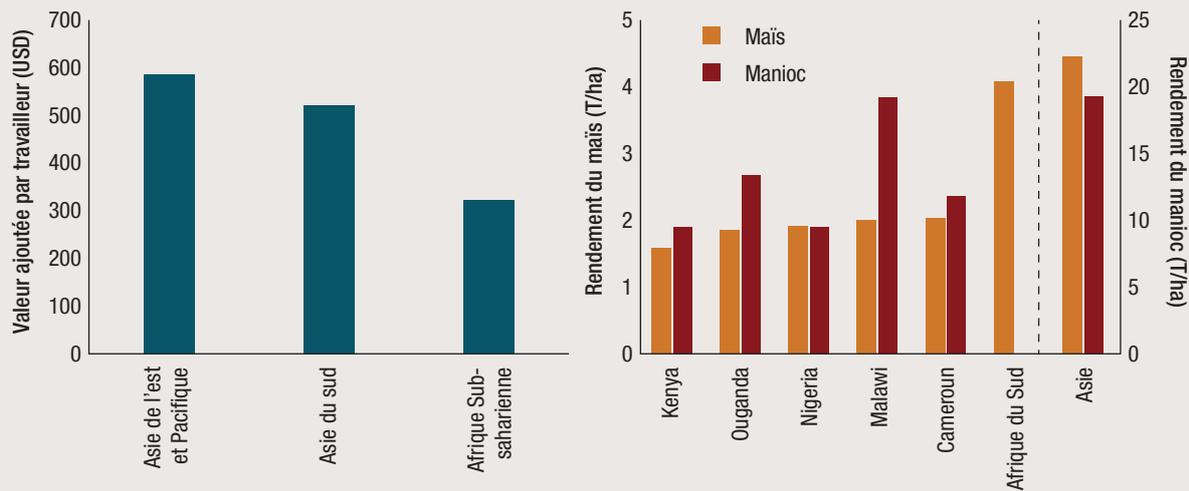
Kenya

Nombre moyen d'heures travaillées par les enfants par semaine (5-14 ans)



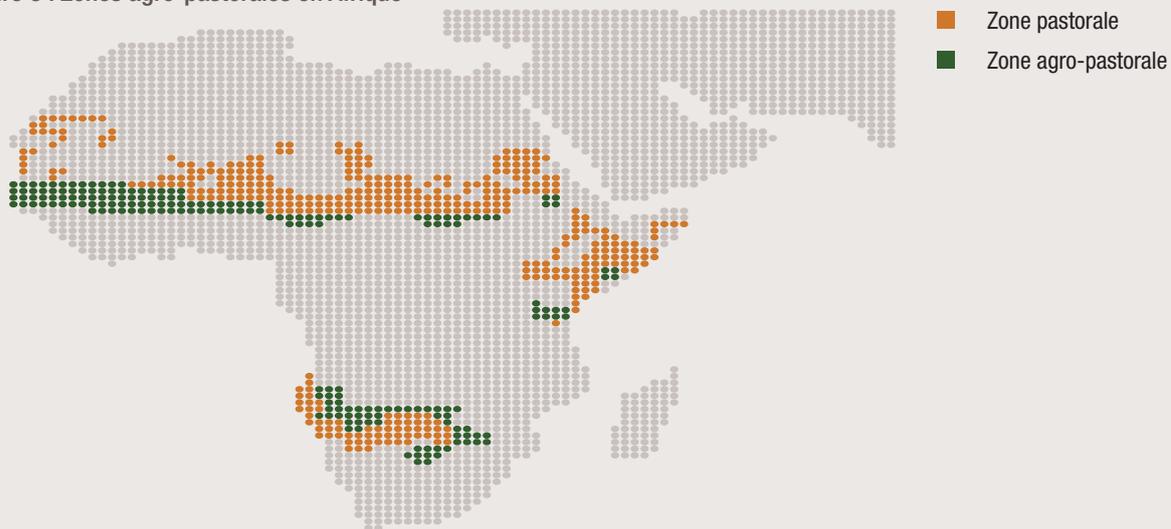
La productivité agricole africaine reste faible.

Figure 5 : Productivité agricole



Le pastoralisme a été marginalisé.

Figure 6 : Zones agro-pastorales en Afrique



Causes du problème de l'emploi

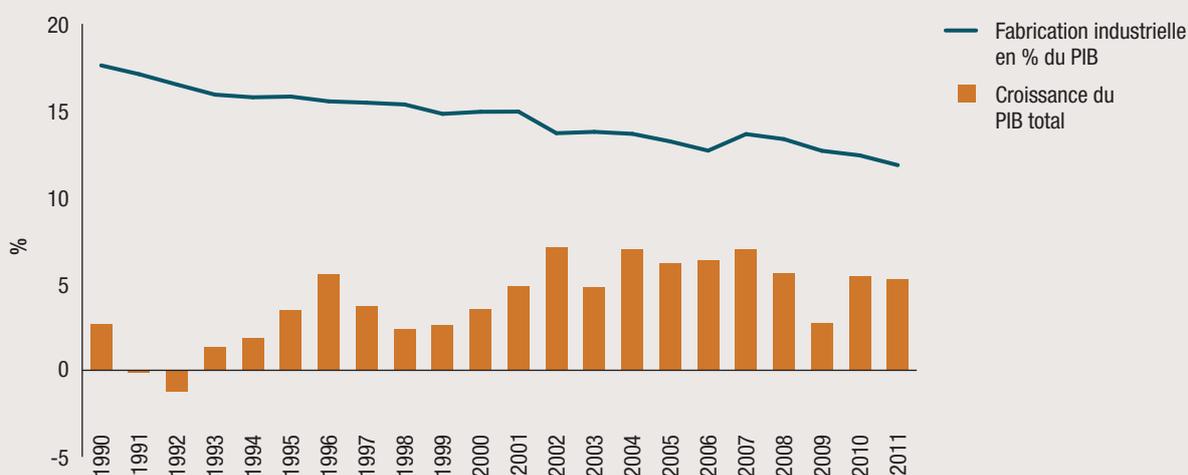
Les jeunes Africains sont pris dans un piège de pauvreté. Avec une offre abondante en main-d'œuvre sur les emplois à faible productivité, à laquelle correspond une demande dans les secteurs informels et dans la petite agriculture, un équilibre sous-optimal persiste et empêche les salaires de dépasser les niveaux de subsistance. La pauvreté (et le caractère inadéquat du capital humain) est ainsi transférée d'une génération à la suivante.

Dans toute l'Afrique, les emplois de qualité proposés par le secteur privé sont en nombre insuffisant. La croissance économique de l'Afrique a été impressionnante, mais la croissance de l'emploi dans le secteur privé moderne reste lente. Ces emplois ne constituent que 10-15 % de l'emploi total dans la plupart des pays africains. La croissance des emplois dans le secteur privé formel n'a aucun impact tangible sur le chômage généralisé des jeunes.

Le secteur manufacturier, principal moteur de la création d'emplois en Asie, a décliné en Afrique. Ce secteur est en déclin constant, passant de 16 % à 11 % du PIB au cours des 20 dernières années en Afrique subsaharienne. Sa part a diminué dans plus de 20 pays au cours des 10 dernières années. Si cette baisse s'explique en partie par la fermeture de plusieurs entreprises publiques peu rentables dans le secteur manufacturier, il n'en reste pas moins que, pour de nombreux pays, la croissance économique a été tirée par les activités d'extraction de ressources naturelles à forte intensité capitalistique. C'est pourquoi la croissance économique ne s'est pas accompagnée de nombreuses créations d'emplois. L'érosion de la compétitivité est au cœur de cette désindustrialisation.

Le déclin du secteur manufacturier se poursuit malgré l'accélération de la croissance du PIB.

Figure 7 : Part du secteur manufacturier en % du PIB et croissance totale du PIB



Même pour les populations bénéficiant d'un niveau d'éducation relativement élevé, les opportunités d'emplois de qualité restent rares.

Dans les pays du nord et du sud de l'Afrique, environ un tiers des diplômés de l'enseignement supérieur sont officiellement au chômage. En Afrique subsaharienne, le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est compris entre 20 % (Ouganda) et 46 % (Ghana).

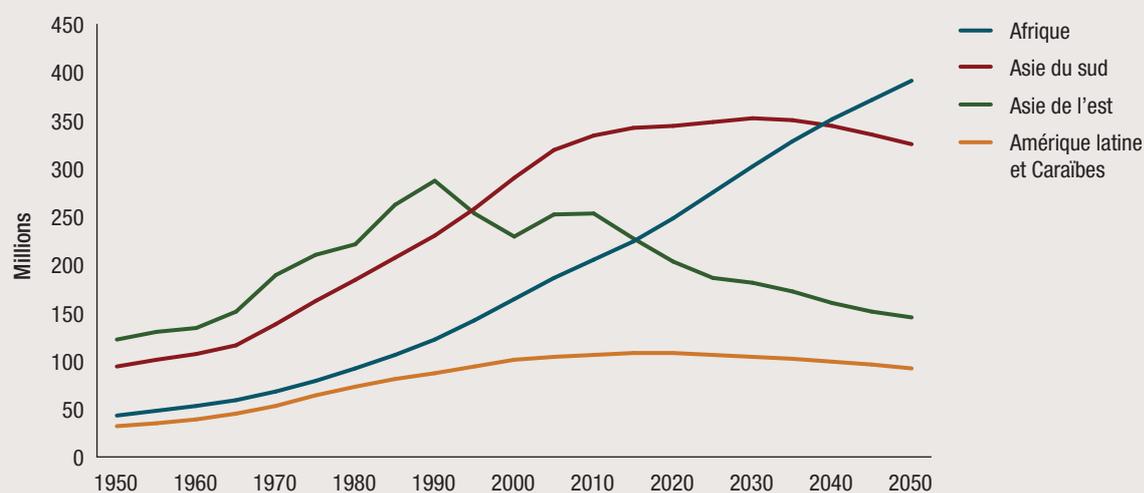
Le nombre élevé de chômeurs jeunes et instruits est une cause importante de malaise social. Si la grande majorité des jeunes Africains se retrouvent piégés dans le chômage, une petite partie d'entre eux tire son épingle du jeu et parvient à s'enrichir. Ceux qui ont la chance de se trouver dans la tranche de revenus supérieure appartiennent aux classes moyennes, même si l'on se réfère aux normes internationales. Une telle polarisation est susceptible d'engendrer des tensions sociales dans les sociétés africaines.

La croissance rapide de la population jeune va se poursuivre au cours des prochaines décennies.

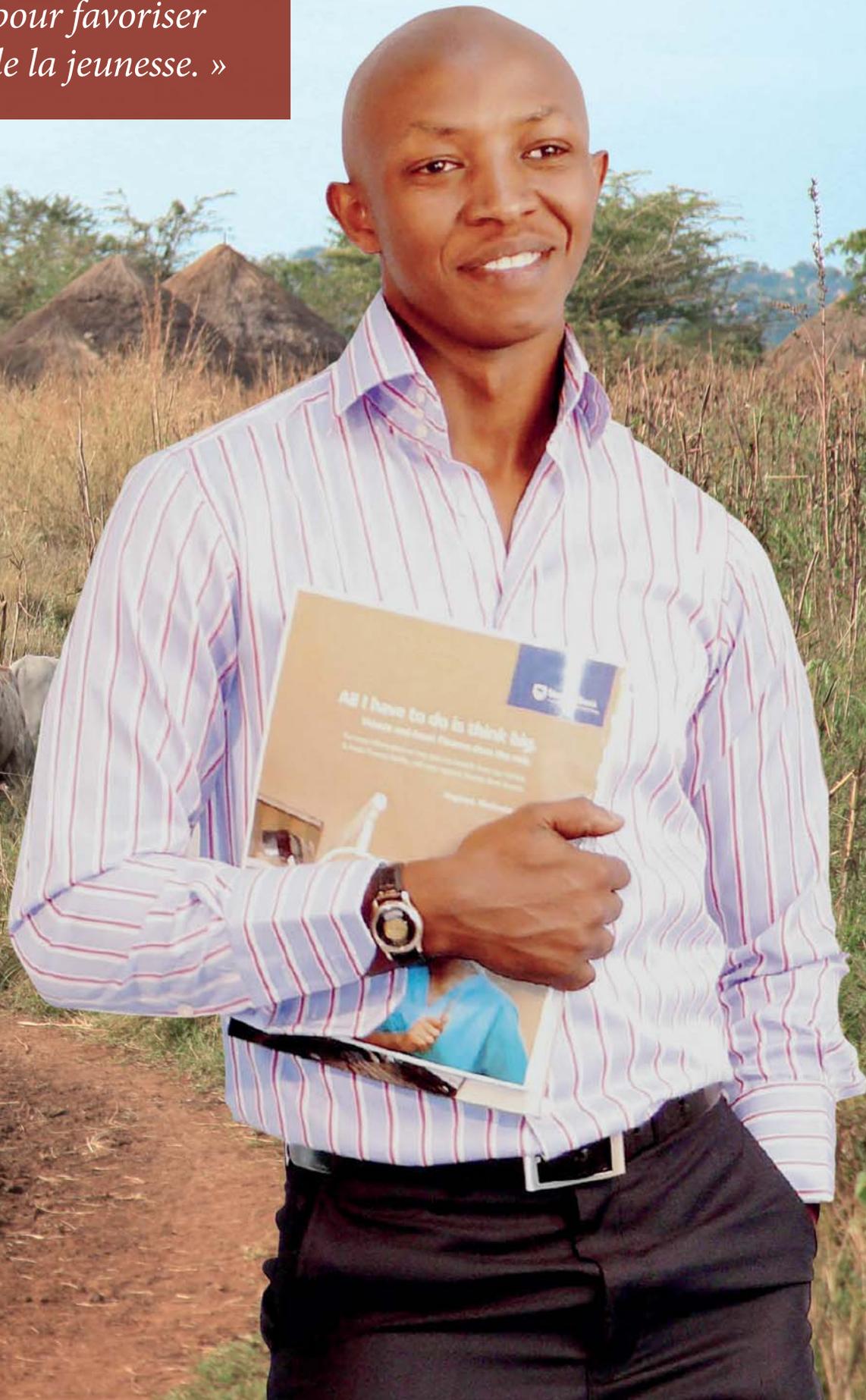
Selon les projections, le nombre de jeunes en Afrique aura dépassé celui de n'importe quel autre continent d'ici à 2050. Pour transformer cette explosion de la jeunesse en un véritable atout démographique, des investissements considérables doivent être consentis dans les domaines de l'enseignement, de l'économie et des réformes institutionnelles, afin d'accroître la productivité ; le taux de fécondité doit par ailleurs être réduit pour ralentir la croissance démographique.

L'intégralité de l'augmentation nette de la population mondiale jeune sera imputable à l'Afrique jusqu'en 2050.

Figure 8: Population des jeunes (âgés de 15 à 24 ans)



« Il est vital de renforcer la formation et d'augmenter la productivité pour favoriser l'autonomie de la jeunesse. »



Programme d'action

Il faut impérativement transformer la jeunesse africaine pour en faire un véritable moteur de croissance et de développement, non pas une bombe à retardement. Cela passera nécessairement par une approche globale, intégrant un ensemble d'interventions déployées dans des secteurs multiples, dans le cadre d'un programme d'action complet et coordonné : le moment est venu de prendre des mesures audacieuses et novatrices pour briser le carcan de la faible productivité dans lequel se trouve enfermée une grande partie du continent africain.

Les politiques, programmes et projets à inclure dans un tel programme d'action doivent reposer sur une analyse de données concrètes. La création d'emplois pour les jeunes est une priorité pour les gouvernements de tous les pays africains. Des ressources fiscales substantielles et des interventions multiples ont été assignées à la poursuite de cet objectif. Malgré cela, le problème continue de s'amplifier et de se complexifier. De toute évidence, les interventions politiques n'ont pas produit les résultats escomptés. Des données tangibles doivent émerger grâce à des méthodologies d'évaluation rigoureuses et permettre de déterminer précisément ce qui fonctionne et pourquoi.

Le programme d'action doit par ailleurs être adapté à la situation particulière de chaque pays. Il existe toutefois un certain nombre de dénominateurs communs qui s'appliquent à la grande majorité des pays africains. Ceux-ci peuvent être classés en cinq catégories.

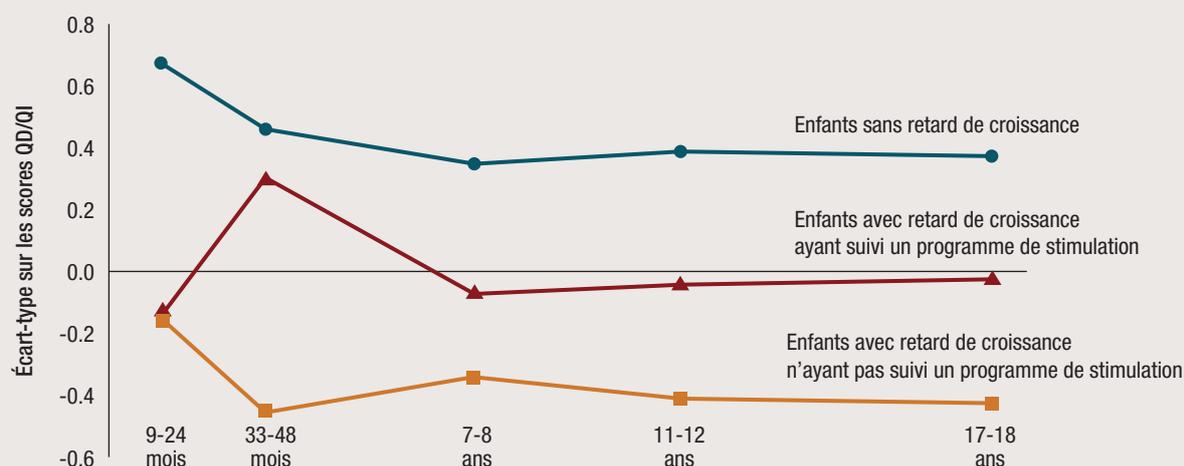
Le capital humain

L'accumulation du capital humain doit être renforcée, de la conception du fœtus jusqu'à l'entrée dans l'âge adulte. Cela passera, plus spécifiquement par les interventions suivantes :

- (a) **Les programmes de nutrition et de stimulation pour les jeunes enfants défavorisés et leurs familles**, avec une focalisation particulière sur les 1000 premiers jours de la vie, sont cruciaux pour prévenir la perte de potentiel de développement chez un grand nombre d'enfants africains, ainsi que la perte subséquente de potentiel humain et économique. Les programmes qui ont donné des résultats ciblent les plus pauvres et les plus défavorisés, en se focalisant à la fois sur la mère et l'enfant, et encouragent l'implication active des bénéficiaires. Des recherches complémentaires doivent être menées pour identifier les modalités selon lesquelles ces programmes peuvent être étendus, cela pouvant éventuellement aller de pair avec la mise en place d'incitations pour les professionnels ou de transferts en espèces à destination des ménages.

La stimulation au cours de la petite enfance améliore de façon significative le développement cognitif.

Figure 9 : Impact des programmes de développement de la petite enfance sur le QI



Programme d'action

- (b) **Un enseignement de haute qualité est indispensable pour tous les enfants tout au long du parcours scolaire primaire et secondaire.** L'expérience montre que le rendement privé de l'enseignement ne devient significatif que lorsque le cursus du secondaire a été complété. Cela reflète à la fois le manque d'opportunités d'emplois pour les jeunes semi-qualifiés, et l'incapacité de nombreuses écoles à accomplir correctement leur mission d'enseignement. L'objectif d'accès universel à l'enseignement jusqu'au terme de la scolarité secondaire devrait être poursuivi dans le cadre d'une approche en plusieurs phases : il convient d'abord de s'assurer que tous les enfants scolarisés bénéficient d'un enseignement de qualité. Cet objectif de qualité de l'enseignement passera par ailleurs nécessairement par une réforme judicieuse et en profondeur des systèmes éducatifs, avec notamment un accent sur le renforcement des compétences des enseignants.
- (c) **Une attention particulière doit en outre être accordée aux enfants défavorisés afin de veiller à ce qu'ils puissent tous rester à l'école et recevoir un enseignement d'aussi bonne qualité que les autres jeunes.** Des projets

pilotes conduits dans plusieurs pays africains ont démontré que les cours de rattrapage, pris en charge par des enseignants suppléants sous contrat ou des bénévoles qualifiés, permettent d'améliorer le niveau des enfants souffrant d'un retard scolaire.

- (d) **Un accent doit être mis sur le développement des compétences dans les cursus du secondaire et du supérieur, et le développement de l'enseignement professionnel privé doit être encouragé pour améliorer l'employabilité des jeunes.** La formation doit absolument devenir plus réactive face aux demandes des entreprises en main-d'œuvre. Dans certains pays, l'enseignement universitaire prépare plus aux emplois de la fonction publique qu'aux opportunités émanant du secteur privé. La formation professionnelle doit être accréditée. Un programme pilote a montré que le recours aux bons de formation professionnelle pour financer les frais de scolarité dans des écoles – qu'il s'agisse d'institutions publiques ou privées – choisies par les étudiants eux-mêmes est efficace pour renforcer leurs chances de se faire embaucher par des entreprises privées après l'obtention de leur diplôme.

Les rendements privés de l'enseignement augmentent de façon significative seulement après l'achèvement du secondaire.

Figure 10 : Rendements privés de l'enseignement (salaires mensuels en USD par année d'études)



(e) Promotion des sciences et technologies.

L'accent doit être mis sur la qualité et non plus sur la quantité dans l'enseignement universitaire et post-universitaire. Une fois correctement ciblées, les universités doivent être bien financées et fonctionner sur la base du mérite. Un flux de compétences de haut calibre dans les domaines scientifiques, de l'école primaire jusqu'à l'université et s'étendant à des centres d'excellence consacrés à la recherche de pointe, pourrait être mis en place afin de créer une dynamique de compétence dans ces domaines parmi les jeunes Africains. L'expérience montre que les niveaux en mathématiques et autres sciences sont particulièrement faibles sur l'ensemble du système scolaire.

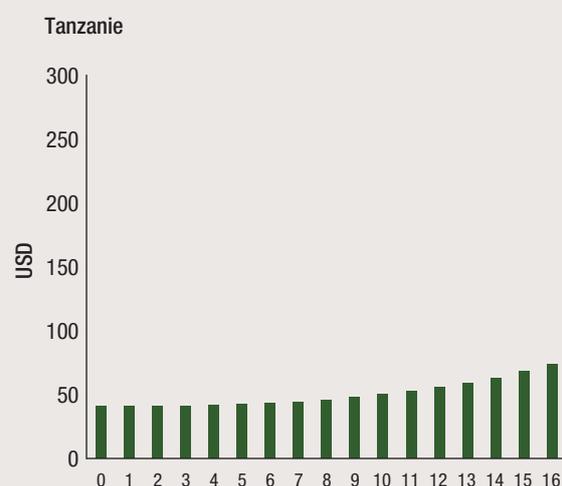
(f) Investissements dans la santé des jeunes adultes.

Les chiffres concernant la santé de la jeunesse africaine ne sont pas bons. Par exemple, une enquête menée au Kenya a montré que 22 % des jeunes gens avaient été malades ou blessés au cours des quatre semaines précédentes. Les taux de prévalence du VIH et du SIDA les plus élevés se trouvent généralement parmi les jeunes adultes. Un corps sain et des soins de santé adéquats sont des conditions *sine qua non* du développement du capital humain.

Pour élaborer le programme des interventions visant à soutenir l'accumulation du capital humain par la jeunesse africaine, il sera important de s'appuyer sur l'expérience acquise au fil des initiatives qui ont été jugées efficaces au terme d'une évaluation rigoureuse, cela incluant :

- (i) transferts en espèces, conditionnels ou inconditionnels pour les mères à partir de la conception et tout au long de la petite enfance ou pour les parents d'enfants en âge scolaire primaire et secondaire ;
- (ii) programmes de stimulation et de nutrition, dès la naissance et durant les 1000 premiers jours de la vie ;
- (iii) cours de rattrapage et cantine scolaire gratuite, en particulier pour les enfants défavorisés scolarisés dans le primaire ;
- (iv) bons scolaires pour l'enseignement post-secondaire et professionnel.

De telles initiatives, en général, ont été déployées à petite échelle. Pour qu'elles produisent véritablement leurs effets, ces initiatives doivent être élargies, de manière efficace, dans le cadre de programmes d'intervention des pouvoirs publics.



Programme d'action

La transformation économique

La transition vers une économie à haute productivité est indispensable pour créer des emplois de qualité en nombre suffisant. Les stratégies économiques pro-emploi doivent intégrer les objectifs suivants :

- (a) **Établir des fondamentaux macroéconomiques sains.** La stabilité macroéconomique est importante si l'on veut encourager l'épargne intérieure, promouvoir l'investissement et attirer les investissements étrangers. Des taux de change compétitifs doivent être maintenus. Le protectionnisme au nom de la création d'emplois doit être évité.

- (b) **Renforcer la productivité et la compétitivité.** Cela passera par une réduction des coûts à engager pour développer une entreprise, par l'amélioration des routes, ports et autres réseaux de transport et de communication, par la réduction des coûts trop élevés de l'énergie (comme avec le développement des énergies renouvelables), et par une amélioration notable de l'environnement pour les investissements nationaux et étrangers. L'accroissement des IDE peut apporter avec lui les capacités nécessaires pour créer des emplois à grande échelle et induire une meilleure intégration dans les chaînes de valeur industrielles internationales.

Le développement du M-Pesa montre avec quelle vitesse il est possible d'abaisser le coût des affaires.

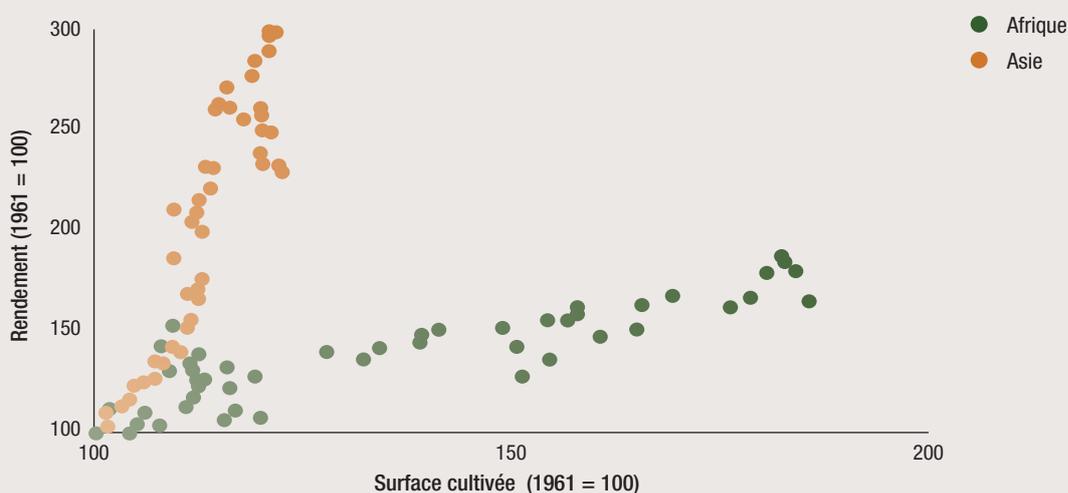
Figure 11 : Évolution du nombre de clients et d'agences M-Pesa (« argent mobile ») au Kenya



- (c) **Veiller à ce que les investissements réalisés dans l'exploitation des ressources naturelles, notamment le pétrole, le gaz, la terre et les énergies renouvelables, visent également à développer les capacités, les compétences et les emplois** des producteurs, cela incluant notamment le renforcement compétitif de la chaîne de valeur dans son ensemble (des ressources naturelles jusqu'aux produits finis), garant de la viabilité économique.
- (d) **Augmenter la productivité agricole.** Les priorités incluent l'amélioration des infrastructures dans les zones rurales (électricité, routes et eau), la réduction des pertes post-récolte, l'application des sciences et technologies pour améliorer les rendements, la poursuite des réformes agraires, et l'extension du micro-crédit. L'augmentation de la productivité dans les petites exploitations agricoles aidera à transformer les emplois de subsistance de basse qualité en emplois offrant de meilleures perspectives.
- (e) **Intégrer, valoriser et soutenir par l'investissement les secteurs informels non agricoles, à la fois en milieu urbain et rural.** Les entreprises informelles entretiennent des liens verticaux avec la chaîne de valeur du secteur formel. Leur formalisation donnera un élan qui stimulera la transformation structurelle des économies africaines et la création d'emplois. Même si l'emploi dans le secteur formel parvient à se développer rapidement, il partira d'une base si restreinte qu'il est peu probable que cela permette d'absorber toute une génération de nouveaux arrivants sur le marché du travail. Les interventions spécifiques doivent inclure : le renforcement des infrastructures pour les établissements informels afin d'améliorer la productivité des entreprises, la légalisation et la facilitation du micro-crédit. La politique de formalisation doit en outre être accompagnée par des interventions innovantes visant à développer les compétences entrepreneuriales et de gestion, qui motivent les personnes et permettent aux entreprises du secteur informel de se développer et d'intégrer le secteur formel.

L'accroissement important des rendements agricoles a stimulé la transformation structurelle en Asie.

Figure 12 : Rendement agricole et superficie cultivée



Programme d'action

« L'autonomisation des filles est vitale pour assurer une main-d'œuvre productive et une croissance inclusive. »

Marché du travail et création d'emplois

Le marché du travail doit être plus performant.

Dans les pays qui disposent de marchés du travail formels et actifs, les coûts et avantages des accords de convention collective, salaires minimums et autres encadrements réglementaires doivent être évalués de façon objective et exhaustive. Les conclusions de ces évaluations sont à publier et débattre de façon ouverte. Les éléments clés des réformes du marché du travail pourront impliquer un certain assouplissement des réglementations sur le travail (par exemple, la facilitation des embauches et licenciements) ou des réglementations plus efficaces visant à formaliser certains segments du secteur informel. Dans les pays où les syndicats du secteur public maintiennent certaines conventions collectives et autres pratiques qui impactent le reste du marché du travail (en poussant les salaires de réserve à la hausse, par exemple), des réformes similaires doivent être engagées. Enfin, pour les pays où les emplois du secteur informel sont prédominants, les réglementations de base, régissant notamment les conditions de sécurité élémentaire en milieu professionnel, doivent être plus efficaces.

Les autres actions incluent notamment :

- (i) **Faciliter la recherche d'emploi**, avec le développement des structures publiques d'aide à l'embauche, l'encouragement de la publication des offres d'emploi sur Internet, la correction des situations d'asymétrie de l'information et d'inadéquation entre les compétences offertes et les compétences recherchées. Des allocations de prise en charge des frais de transport pourraient être bénéfiques dans les pays où les gens vivent, parfois pour des raisons historiques, loin des bassins d'emploi.
- (ii) **Maîtriser les salaires du secteur public**, en veillant en particulier à ne pas établir de salaires de réserve à un niveau trop élevé.
- (iii) **Rendre les procédures de recrutement plus transparentes** et impartiales dans les secteurs public et privé, afin d'améliorer leur efficacité et, pour certains pays, de limiter l'influence des préférences ethniques.

Les gouvernements africains ont mis en œuvre de nombreuses interventions visant à soulager la pression du chômage, avec notamment des programmes de travaux publics sous administration gouvernementale, des interventions directes en matière de subventions salariales, des régimes de traitement préférentiel dans les attributions de marchés publics, des programmes de crédit pour les jeunes entreprises, et d'autres actions de discrimination positive. Les conclusions des évaluations menées sur ces interventions sont mitigées, souvent en raison de contraintes de capacité et d'autres limitations administratives.

Il pourra être utile d'explorer les opportunités de formation offertes par les entreprises privées, notamment :

- (i) **Stages subventionnés et autres régimes de formation en cours d'emploi** mis en place par des entreprises privées sélectionnées dans le cadre de partenariats avec les pouvoirs publics.



- (ii) **Réformer les programmes de travaux publics**, par exemple, en sous-traitant auprès du secteur privé, et en envisageant ces programmes comme des opportunités de formation continue.
- (iii) **Mettre en place des régimes de micro-franchise**, associés à des programmes de renforcement des compétences de gestion, de façon à permettre aux entreprises du secteur informel de mûrir, au fil d'un partenariat avec des entreprises privées disposant de réseaux de franchise pour le commerce de détail.

Inégalité entre les sexes

Il est très important que **l'inégalité entre les sexes soit éradiquée**. L'autonomisation des jeunes femmes est vitale pour assurer une main-d'œuvre productive et une croissance inclusive. Les actions à engager pour cela incluent notamment :

- (i) Veiller à ce que les filles restent scolarisées, empêcher les mariages précoces et éliminer les entraves à leur scolarisation (achat d'uniformes, par exemple).
- (ii) Mettre en œuvre des programmes de renforcement des compétences visant à améliorer les chances d'embauche et les niveaux de revenus des jeunes femmes.

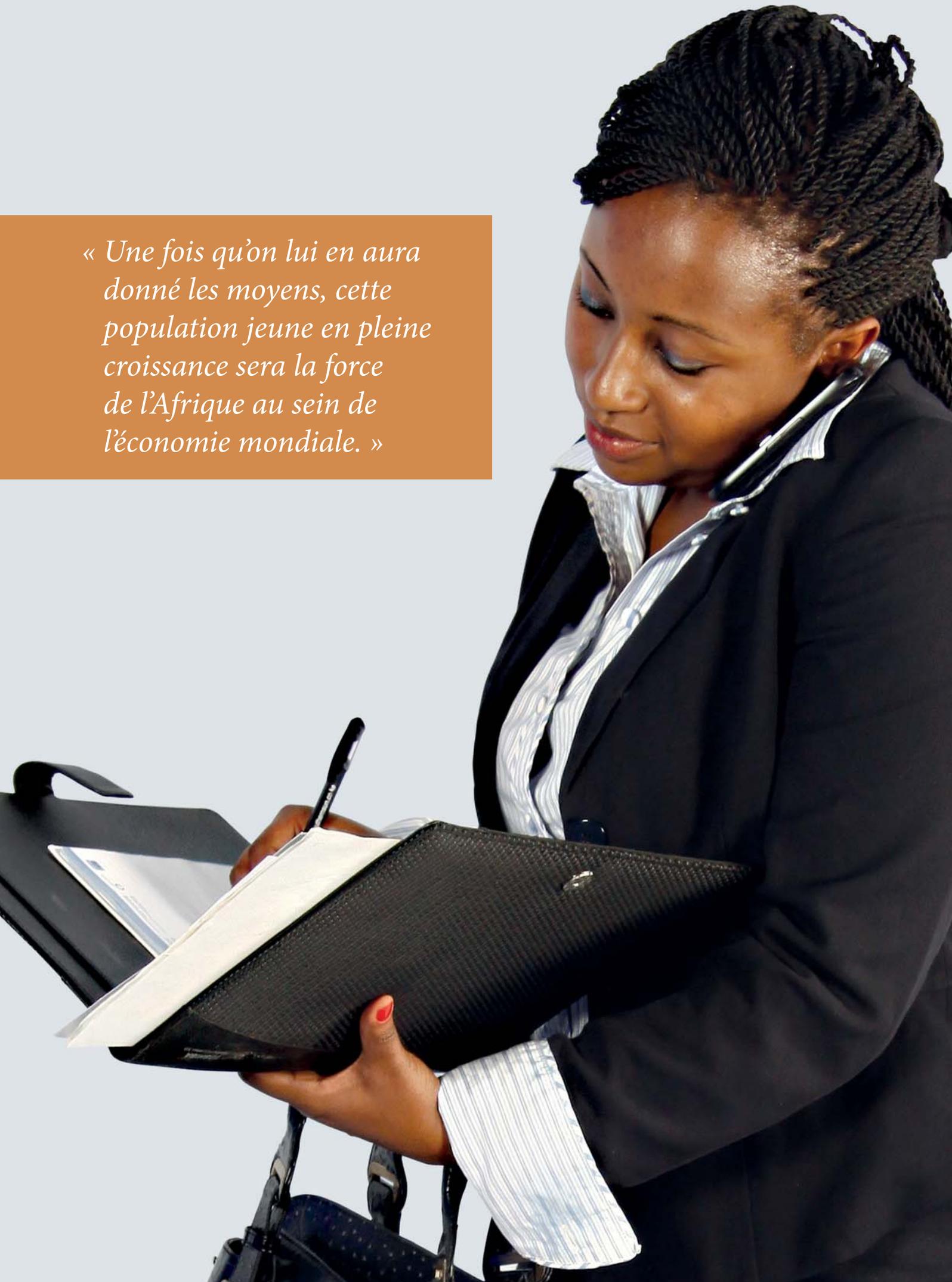
- (iii) Interdire les différences de salaires entre hommes et femmes pour un même poste, et éradiquer la discrimination sexuelle sur le lieu de travail.
- (iv) Éradiquer les inégalités dans l'accès aux engrais, aux semences ou au capital financier liées à la discrimination sexuelle.

Évaluation et coordination

Il est également impératif que chaque intervention déployée dans le cadre du programme d'action puisse, dès sa conception, se prêter à une évaluation des résultats. L'efficacité du programme doit être rigoureusement suivie et évaluée au fil du temps, en déployant des approches scientifiques, comme celles fondées sur les données expérimentales. Il est particulièrement important que les programmes jugés prometteurs soient évalués en fonction de leur potentiel d'extension dans le cadre d'une politique publique et de leur capacité à rester efficaces à long terme.

En Afrique, les programmes de traitement du sous-emploi chez les jeunes sont souvent financés par des partenaires de développement et des bailleurs de fonds. Il en découle une nécessité de concevoir des mécanismes permettant une coordination efficace de ces programmes entre les bailleurs, les pouvoirs publics, les bénéficiaires, et les organisations non gouvernementales au travers desquelles l'aide est également canalisée.

« Une fois qu'on lui en aura donné les moyens, cette population jeune en pleine croissance sera la force de l'Afrique au sein de l'économie mondiale. »



Conclusion

Favoriser l'autonomie de la jeunesse en lui permettant de construire son capital humain et en lui donnant l'opportunité d'accéder à des emplois de qualité est un défi de taille que l'Afrique devra relever. Il sera tout aussi important de stimuler la demande en main d'œuvre qualifiée et de créer des emplois de haute qualité par des réformes structurelles qui pourront être accompagnées de programmes visant à libérer le potentiel créatif des jeunes entrepreneurs. Les gouvernements africains sont donc encouragés à consolider leurs politiques et interventions existantes et à introduire de nouvelles mesures de façon à instaurer un programme d'action complet et dûment coordonné.

Il est recommandé aux gouvernements d'être attentifs et sélectifs dans l'identification des interventions retenues pour le programme d'action. Les interventions retenues doivent être limitées à celles qui ont fait les preuves de leur efficacité, qui présentent une forte probabilité de succès ou qui se prêtent à une extension d'échelle des politiques publiques. Les interventions sélectionnées doivent par ailleurs viser les domaines revêtant la plus haute priorité, et être étroitement coordonnées entre elles.

Pour qu'il porte ses fruits, un programme d'action doit être audacieux. Il doit également généralement inclure des mesures d'arbitrage entre les intérêts particuliers (réglementation du marché du travail et réformes foncières, par exemple). Le consensus national et une forte volonté politique sont donc indispensables. Un leadership fort est nécessaire pour exploiter la dynamique de ce consensus national et mobiliser l'indispensable volontarisme politique.

Contributions

Martin Abel, Research Manager, Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL) Africa.

Charles Godfred Ackah, Research Fellow, ISSER, University of Ghana.

Ernest Aryeetey, Vice Chancellor, University of Ghana.

William Baah-Boateng, Lecturer, Department of Economics, University of Ghana.

Helen Baker-Henningham, Senior Lecturer, School of Psychology, Bangor University.

Marianne Bertrand, Professor, University of Chicago Booth School of Business.

Megan Blair, Research Analyst, J-PAL Africa.

Nzinga H. Broussard, Social and Behavioural Science Diversity Post-Doctoral Fellow, Ohio State University.

Bruno Crepon, Associate Professor, ENSAE and Ecole Polytechnique.

Raissa Fabregas, Research Manager, J-PAL Africa.

Tadele Ferede, Associate Dean for Graduate Programs, Department of Economics, College of Business and Economics, Addis Ababa University.

Emla Fitzsimons, Co-Director, Centre for Evaluation of Development Policy, Institute for Fiscal Studies.

Rachel Glennerster, Executive Director, J-PAL.

Douglas Gollin, Professor, Department of International Development, University of Oxford.

Kamilla Gumede, Executive Director, J-PAL Africa.

Nobuaki Hamaguchi, Director/Professor, Research Institute for Economics and Business Administration (RIEB), Kobe University.

Mark Henstridge, Chief Economist, Oxford Policy Management Limited.

Hiroyuki Hino, Professor, RIEB, Kobe University and Economic Advisor to the Presidency of the Republic of Kenya (JICA Expert).

Kazuyuki Itoh, Professor, Graduate School of Agricultural Science, Kobe University.

Toshihiro Kanai, Professor, Graduate School of Business Administration, Kobe University.

Mwangi Kimenyi, Director and Senior Fellow, The Africa Growth Initiative, The Brookings Institution.

David Lam, Research Professor, Population Studies Center, University of Michigan.

Kim Lehrer, Research Officer, Centre for the Study of African Economies, Department of Economics, University of Oxford.

Murray Leibbrandt, Professor, School of Economics, and Director, SALDRU, University of Cape Town.

William Lyakurwa, Executive Director, African Economic Research Consortium (AERC).

Joanna Maselko, Assistant Professor, Department of Psychiatry and Behavioural Sciences, Duke Global Health Institute, Duke University.

Tomoya Matsumoto, Assistant Professor, National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS).

Isaac Mbiti, Assistant Professor, Department of Economics, Southern Methodist University.

Wilfred Mbowe, Assistant Manager of Macro-Surveillance, Directorate of Financial Stability, Bank of Tanzania.

Kate Meagher, Lecturer, London School of Economics.

Donald Mmari, Director, Research on Growth and Development, Policy Research for Development (REPOA), Tanzania.

Andrew Mude, Scientist, IBLI Project Leader, International Livestock Research Institute.

Boaz Munga, Policy Analyst, Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA).

Raufu Mustapha, University Lecturer in African Politics, Department of International Development, University of Oxford.

Germano Mwabu, Professor, School of Economics, University of Nairobi.

Samuel Mwakubo, Manager and Researcher, AERC.

Benno Ndulu, Governor, Bank of Tanzania.

Othieno Nyanjom, Research Associate, KIPPRA.

Eldah Onsomu, Policy Analyst, KIPPRA.

John Page, Senior Fellow, Global Economy and Development, The Brookings Institution.

Shawn Powers, Policy Manager, J-PAL.

Gustav Ranis, Professor Emeritus, Economic Growth Center, Yale University.

Hansa Teklay Reda, Assistant Researcher, Ethiopian Development Research Institute.

Takahiro Sato, Professor, RIEB, Kobe University.

Kimseyinga Savadogo, Professor/Director, University of Ouagadougou/PTCI.

Motoki Takahashi, Professor, Graduate School of International Cooperation Studies (GSICS), Kobe University.

Francis Teal, Deputy Director, Centre for the Study of African Economies, Department of Economics, University of Oxford.

Tsegay Gebredkidan Tekleselassie, PhD candidate and Associate Tutor, Department of Economics, University of Sussex.

Notes et sources

Notes

Page 9 : « Le chômage des jeunes est estimé à 12,8 % en Afrique subsaharienne et à 27,1 % en Afrique du Nord. »
Source : Baah-Boateng (à paraître).

Page 11 : « En Afrique subsaharienne, plus de 60 % des enfants de moins de 5 ans sont défavorisés parce qu'ils souffrent d'un retard de croissance, parce qu'ils vivent dans la pauvreté ou pour ces deux raisons à la fois. »

Page 11 : « Si 50-80 % des enfants parvenus en sixième année du cycle primaire ont acquis des compétences élémentaires d'alphabétisation, seule une petite proportion atteint le niveau effectivement attendu à ce stade. » Source : Spaull et Taylor (2012).

Page 12 : « On compte 50 millions de bergers en Afrique subsaharienne, soit 8 % de la population totale. Le pastoralisme représente entre 10 et 40 % du PIB dans plusieurs pays africains. Source : Mude (à paraître).

Page 14 : « Le secteur manufacturier est en déclin constant, passant de 16 % à 11 % du PIB au cours des 20 dernières années en Afrique subsaharienne. Source : Indicateurs du développement dans le monde 2012.

Page 15 : « En Afrique subsaharienne, le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est compris entre 20 % (Ouganda) et 46 % (Ghana) ». Source : Indicateurs clés du marché du travail (BIT).

Sources

Baah-Boateng (forthcoming), Unemployment, Underemployment and Disguised Unemployment in Africa: How Serious Is It and What are its Implications.
Barro, Robert and Jong-Wha Lee (2010), "A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950-2010." *Journal of Development Economics*.

Grantham-McGregor, S., Cheung, Y., Cueto, S., Glewwe, P., Richter, L., Strupp, B., & The International Child Development Steering Group. (2007). Developmental potential in the first 5 years for children in developing countries. *The Lancet*, 369, 60-70.

Mude (forthcoming), The Future of Pastoralism: Catalysing Youth Employment in the Arid Lands.

Rass, N. (2006). Policies and strategies to address the vulnerability of pastoralists in Sub-Saharan Africa. Pro-Poor Livestock Policy Initiative Working Paper No. 37.

Spaull and Taylor (2012), "Effective enrolment" – Creating a composite measure of educational access and educational quality to accurately describe education system performance in sub-Saharan Africa", documents de travail 21/2012, Université de Stellenbosch département d'économie.

Walker, S.P., Chang, S.M., Powell, C.A. et & Grantham-McGregor, S.M., (2005), Effects of early childhood psychosocial stimulation and nutritional supplementation on cognition and education in growth-stunted Jamaican children: Prospective cohort study, *The Lancet*, 366, pp. 1804-1807. Copyright 2005 Elsevier.

Teal, Francis (2011) Higher Education and Economic Development in Africa: A Review of Channels and Interactions, *Journal of African Economies*, Vol. 20, supplément AERC 3, pp. iii50-iii79.

Figures

Fig 1 : Chômage et emploi précaire des jeunes. Source : Indicateurs clés du marché du travail (BIT).

Fig 2 : Part de la population par niveau d'éducation atteint. Source : Barro and Lee (2010).

Fig 3 : Alphabétisation des élèves en sixième année du cycle primaire. Source : Spaull et Taylor (2012).

Fig 4 : Temps passé par les enfants à l'école et au travail. Sources : UNICEF (http://www.childinfo.org/labour_education.html), et recensement de la population et du logement de 2009 au Kenya.

Fig 5 : Productivité agricole. Sources : Indicateurs du développement dans le monde 2012 et FAOSTAT 2013.

Fig 6 : Zones agro-pastorales en Afrique. Source : Rass 2006.

Fig 7 : Part du secteur manufacturier en % du PIB et croissance totale du PIB. Sources : Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, et Base de données des Perspectives de l'économie mondiale et du FMI.

Fig 8 : Population des jeunes. Source : Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, World Population Prospects: The 2010 Revision, <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm>
Pour les définitions des variables, consulter le lien Glossary of Demographic Terms (glossaire des termes démographiques). Variante moyenne.

Fig 9 : Impact des programmes de développement de la petite enfance sur le QI. Source : Walker et al (2005). Notes : Scores de DQ/QI d'enfants jamaïcains avec et sans retard de croissance, de 9-24 mois jusqu'à 17-18 ans, indiquant des déficits à long terme associés aux retards de croissance et des bénéfices durables pour les enfants chétifs ayant bénéficié d'un programme de stimulation précoce dans le cadre de visites à domicile.

Fig 10 : Rendements privés de l'enseignement. Teal (2011).

Fig 11 : Évolution du nombre de clients et d'agences M-Pesa (« argent mobile ») au Kenya. Source : Matsumoto (2013), données Safaricom.

Fig 12 : Rendement agricole et superficie cultivée. Source : FAOstat.

Donner aux jeunes Africains les moyens de prendre leur destin en main

La jeunesse est un atout pour l'Afrique. Les jeunes Africains sont dynamiques, énergiques, courageux, entreprenants. Selon les projections, la population jeune d'Afrique va connaître une croissance rapide. Lorsqu'elle disposera des moyens de prendre son destin en main, cette jeunesse sera la force de l'Afrique au sein d'une économie mondiale vieillissante.

Les gouvernements africains et la communauté internationale doivent investir dans le capital humain des jeunes Africains en termes de nutrition, de la santé, de l'enseignement.

La transformation économique doit augmenter la productivité et s'accompagner d'une meilleure gestion des ressources naturelles pour que la croissance génère de l'emploi. La croissance doit également toucher les plus défavorisés, comme les éleveurs et les femmes.

Il faut alléger le fardeau qui pèse sur la jeunesse, qui se débat dans la précarité faute d'un travail décent, car le renforcement du capital humain et la transformation de l'économie prendront du temps. Cet effort requerra des interventions plus audacieuses visant à accroître la productivité et la qualité de l'emploi dans les secteurs informels et la petite agriculture.

Pour que l'Afrique réalise son potentiel, il est indispensable de donner aux jeunes d'Afrique les moyens de concrétiser leurs rêves. Le dynamisme des jeunes Africains sera le moteur de la transformation économique et sociale à venir.



Agence Japonaise de Coopération Internationale
Nibancho Center Building, 5-25,
Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012
Tél. : +81-3-5226-6660/6661/6662/6663
<http://www.jica.go.jp/>
<http://www.jica.go.jp/english/index.html>